

Après la nuit vient le jour.
Après la guerre vient la

(Un mot
supprimé
par la
censure)

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après 9 heures : GUT. 59-59

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 Mois
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Enorme bouffonnerie

Anastasie ÉCHOPPE Démosthène !

N'ayant pas réussi à tuer l'Œuvre, Anastasie a-t-elle résolu de la faire mourir de rire ?

Je me proposais justement d'écrire à M. Jules Gautier pour remercier avec une douce obstination mon droit strict et imprescriptible d'employer à ma guise tous les vocables de la langue française. Il n'y a aucune loi divine ni humaine qui autorise M. Gautier, Jules à m'interdire, par exemple, l'usage des mots *paix* et *métallurgie*.

Que M. Jules Gautier n'invoque pas une consigne sévère, exécutée sans nuances par des subalternes sans discernement. En citant tous les faits et tous les noms propres nécessaires, je comptais bien établir que recourir à de telles pratiques, c'est mettre sournoisement la censure au service d'intérêts privés ; et, dans une lettre également privée, pour que notre Censorissime n'ignorât rien des responsabilités qu'il assume, j'allais lui fournir sur ces intérêts tous les éclaircissements et toutes les précisions indispensables. Il est bon de prévoir l'heure du grand règlement de comptes, et M. Jules Gautier ne peut se dissimuler que, le jour venu, nous en aurons quelques-uns à lui demander.

Mais la plume m'est tombée des mains lorsqu'on m'apporta hier, tout vagissant, le petit dernier d'Anastasie.

Un éditeur parisien s'est avisé récemment de publier en brochure les *Philippiques* de Démosthène. Suivant l'usage, et, pensait-il, pour la forme, il envoya le « manuscrit » au bureau de la censure. Quelle ne fut pas sa stupeur quand on le lui renvoya criblé et sabré de coups de crayon bleu ! ANASTASIE AVAIT CAVIARDÉ DÉMOSTHÈNE !

Voilà qui dépasse tout, et qui emporte tout dans un ouragan de fou rire. Mais avant de rire tout votre saoul, — c'est si bon et si rare en ce moment ! — assurez-vous d'abord avec moi qu'il ne s'agit pas d'une mystification.

Je précise : l'éditeur est M. Flourey, l'aimable lettré, qui tient sur le boulevard, à la jolie vieille mode française, la dernière librairie où l'on cause. C'est lui qui a bien voulu nous communiquer l'in vraisemblable document que j'ai là sous les yeux.

La couverture se présente ainsi :

LES PHILIPPIQUES
de
DÉMOSTHÈNE
Textes choisis

Au-dessous, le cachet de la censure :

MINISTÈRE DE LA GUERRE
BUREAU DE LA PRESSE

Et cette note préliminaire :

Sous réserve expresse des passages rayés au crayon bleu.

Vous entendez : l'imprimatur n'est accordé que sous réserve expresse !

C'est-à-dire que, si l'éditeur ne tient pas compte des ratures d'Anastasie et publie sans rien expurger le texte du prince des orateurs, texte vieux de deux mille deux cent et septante années, M. Gautier, Jules pour Anastasie, fera saisir froidement par les gen-

darmes l'œuvre de Démosthène tout comme l'Œuvre de Gustave Téry !

Non, c'est trop beau pour que je ne m'offre pas ça ! Je brûle d'être suspendu avec Démosthène au même arbre de la liberté, et je ne résiste pas à la joyeuse tentation de vous mettre sous les yeux quelques phrases de ces *Philippiques* où M. Jules Gautier a découvert des allusions inconsidérées ou séditieuses à la présente guerre...

PREMIÈRE PHILIPPIQUE

(Nous imprimons en italiques les mots supprimés par la censure.)

Pourquoi réveiller ce passé ? C'est pour qu'à nos yeux éclate cette vérité : si vous vous tenez en garde, vous n'avez rien à craindre ; si vous êtes négligents, rien ne réussit selon vos desirs. J'en veux pour exemple, d'un côté la puissance si grande à cette époque de Lacédémone dont vous avez triomphé parce que vous prêtiez attention à vos affaires, et, de l'autre, l'insolence de Philippe, qui vous inquiète aujourd'hui parce que vous ne prenez aucune des mesures nécessaires.

On nous a déjà expliqué que Philippe, c'est Guillaume. Mais qu'est-ce qui peut bien offusquer Anastasie dans cette évocation de la rivalité entre Sparte et Athènes ? A-t-elle craint (qui sait ?) de désobliger nos amis d'Angleterre ? Je vous dis que c'est fou !

Mais nous voici à l'heure critique ; il faut changer d'allure. *Athéniens, je crois qu'un dieu, ami d'Athènes et rougissant de nos affronts, a inspiré à Philippe cette activité insatiable.*

... Une chose m'étonne : nul de vous, *Athéniens, ne réfléchit avec indignation que vous avez commencé la guerre pour châtier Philippe, et que, en fin de compte, vous ne visez plus qu'à vous mettre à l'abri de ses coups.*

... Qu'attendez-vous donc, et, parce que vous envoyez des galères vides, escortées des espérances que vous fait concevoir tel ou tel orateur, pensez-vous que tout est pour le mieux ?

Dans cette phrase, Anastasie, indulgente, n'a daigné couper que le mot *vides*. J'offre notre meilleur bifeck à qui nous en dira la raison.

Qu'une portion des citoyens, sinon tous, se joignent à nos autres troupes, la faveur des dieux et de la fortune combattront avec eux ; mais si vous expédiez simplement un général muni d'un décret sans portée et des espérances qui se défilent du haut de la tribune, n'en attendez rien ; vos ennemis se moquent de vous, et vos alliés meurent de peur, seuls résultats de telles expéditions.

Dans l'état actuel de vos forces, quand même les circonstances vous donneraient Amphipolis, vous ne pourriez recueillir ce don, alors que tout chez vous est en suspens, préparatifs militaires, résolutions mêmes.

... Tout est grandiose dans vos décrets ; mais quand vient l'heure d'exécuter, pas un acte, même le plus modeste.

... S'il s'agit d'expéditions, soit à Méthone, soit à Pagases ou à Potidée, vous laissez toujours passer l'occasion favorable... Pour la conduite et la préparation de la guerre, tout est laissé sans ordre, sans direction, sans règle.

Direz-vous que l'éditeur prête ici à Démosthène des propos qu'il n'a pas tenus ? qu'Anastasie, aussi pénétrante que vigilante, a flairé et déjoué cette ruse de guerre ? S'il en était ainsi, évidemment, elle mettrait peut-être quelques riens de son côté. Mais c'est une question de fait et de texte. Reportez-vous à l'original ou à la traduction (celle-ci est de chez Garnier), et vous serez pleinement édifiés sur l'intelligence du directeur spirituel de la presse française.

Voilà pour la première *Philippique*.

Anastasie n'a rien trouvé à reprendre dans la seconde. Un coup de crayon hésitant marque qu'elle a failli biffer cette phrase :

Chacun réussit mieux dans ce qui l'occupe et l'intéresse : Philippe dans les actes et nous dans les discours.

On ne saura jamais pourquoi elle a respecté ici le texte de Démosthène. Mais, dans la troisième *Philippique*, il lui a suffi d'apercevoir le mot *paix* pour partir en guerre furieusement, les ciseaux en bataille. Car la troisième des immortelles harangues commence ainsi :

Souvent, Athéniens, presque dans chaque assemblée, on rappelle les attentats dont Philippe, depuis la conclusion de la paix, se rend coupable et envers vous et à l'égard des autres Grecs.

... Si nous reconnaissons tous que Philippe fait la guerre à notre cité, qu'il viole la paix, l'orateur n'aurait qu'à vous conseiller les moyens de défense les plus sûrs et les plus faciles.

Oui, nous en sommes là. Anastasie ne permet même pas à Démosthène de dire que faire la guerre, c'est violer la paix !

A ce dernier trait, je ne me sens plus le courage de poursuivre. Rien, pas même le génie oratoire de Démosthène, n'ajouterait quoi que ce soit à l'éloquence de ces exemples. Il nous faudrait passer le Rhin et emprunter un mot aux Boches pour trouver la seule épithète capable de qualifier et de flétrir cette colossale imbécillité.

Croyez-vous que l'on soit jamais descendu si bas dans l'insondable abîme de la bêtise humaine ?

Je vous en prie, ne tirez pas encore l'échelle : laissez-moi le temps de remonter...

Gustave Téry

Les Communiqués

15 heures

En BELGIQUE, les tirs de notre artillerie ont bouleversé les organisations ennemies de la GRANDE DUNE et provoqué l'explosion d'un dépôt de munitions.

A l'ouest de la MEUSE, violent bombardement de tous les secteurs. Combats à coups de grenades dans le bois d'AVOUCOURT.

Au cours de la nuit, nous avons élargi et consolidé nos gains d'hier au MORT-HOMME. Il se confirme que les pertes ennemies ont été considérables, particulièrement du fait de notre préparation d'artillerie. Sur un point, deux hommes sont venus se rendre pendant le tir : ils étaient les derniers survivants des occupants de leur tranchée.

A l'est de la MEUSE, bombardement de la région de VAUX.

En WOËVRE, notre artillerie a exécuté de nombreuses concentrations de feux.

Aux EPARGES, nous avons fait sauter une mine dont nous organisons l'entonnoir.

A l'est de SAINT-MIHIEL, une forte reconnaissance ennemie, qui tentait d'aborder un de nos postes de la région d'APREMONT, a été repoussée.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

En ARGONNE, notre artillerie a canonné les organisations ennemies du bois de CHEPPY. A la FILLE-MORTIE, lutte de mines à notre avantage.

A l'ouest de la MEUSE, le bombardement a été très violent dans la région de la cote 304. Au MORT-HOMME, une petite attaque allemande sur une des tranchées récemment conquises par nous a été arrêtée par nos tirs de barrage.

A l'est de la MEUSE et en WOËVRE, activité intermittente de notre artillerie. Rien à signaler sur le reste du front, en dehors de la canonnade habituelle.

LA GUERRE AÉRIENNE

Un de nos avions a livré combat à deux appareils allemands dans la région de Douaumont : l'un est tombé désarmé, l'autre a pris la fuite.

L'Union "sucrée"

Il se passe en ce moment un phénomène curieux. Nos grands journaux affichent un optimisme sans nuages. Quand nous les lisons, nous serions bien difficiles si nous n'étions pas contents de nous-mêmes ! Nous y apprenons que la guerre a fait surgir en France une république de Salente, où tout le monde fait son devoir, depuis nos ministres, qui ont tous du talent, jusqu'aux ouvriers des usines, qui sont tous des saints, en passant par les femmes, qui sont toutes dans les hôpitaux.

Nos hommes politiques n'inaugurent pas une ambulance, une fête de charité ou un monument, fût-il en plâtre, sans nous dire que nous sommes une génération extraordinaire ! Nos ancêtres, aux époques les plus héroïques, n'ont été que de la petite bière au regard de nous ! Nous ne pouvons écrire une lettre sans produire quelque chose de sublime qui sera admiré dans les siècles des siècles. Nos arrière-petits-enfants étudieront encore la façon admirable que nous avons d'éternuer ou de nous moucher en 1916. On n'avait jamais vu ça, on ne le reverra jamais. M. Maurice Barrès abat quotidiennement ses trois colonnes de l'*Echo de Paris* pour nous l'affirmer avec solennité, et tous nos autres pontifes de l'écritoire, dans une langue moins sûre, mais avec une égale vigueur de poignet, ne nous tiennent pas quitte qu'ils ne nous aient cassé chaque matin trois ou quatre encensoirs sur le nez. On a beau dire. C'est agréable de lire ça en déjeunant.

Cependant, après cette heure où je bois du lait, j'en passe une moins savoureuse à ouvrir mon courrier personnel. C'est drôle : ces messieurs des grands journaux ne reçoivent donc pas de lettres ? Pour trouver que tout va si bien, on ne leur signale donc pas les mille petits faits qui, à moi, me chavirent le cœur, et dont la totalisation me rappelle chaque jour que nous ne travaillons pas autant que nous le devrions, que l'alcoolisme continue à ravager la race, que notre million d'hectares en friche ne voit pas venir ses prisonniers de guerre, que la paperasserie n'a pas diminué d'une feuille et que la censure, hélas ! ne met pas le génie dans la corbeille de ceux à qui elle apporte la toute-puissance !

En sorte que le malheur et le danger nous ont donné des ailes, c'est entendu, mais que nous ne sommes pas encore des anges — il s'en faut — et qu'un peu de modestie nous siérait mieux, qui engendrerait un peu moins de satisfaction et un peu plus d'examen de conscience. L'union sacrée ne doit pas dégénérer, à force de compliments et de fadeurs, en union sucrée où nos ailes, nos fameuses ailes, s'engloueraient comme mouches dans du sirop.

La guerre est une chose, et la trêve des confiseurs en est une autre.

Maurice de Waleffe

Pas le droit de se plaindre

Le principe qui, depuis la guerre, s'est élevé à la dignité de vérité éternelle, universelle, immuable et intangible, est que le civil n'a pas le droit de se plaindre.

On crut d'abord que ce dogme s'appliquait aux bouchers, liquoristes, épiciers et tanneurs qui, trouvant dans chaque jour de guerre une petite fortune, eussent été mal venus de geindre sur des inconvénients immédiatement monnayables. Mais la continuité de la guerre nous a appris que la défense de la patrie imposait à tous les pékins, qu'ils fussent acheteurs ou vendeurs, un mutisme stoïque sous les douleurs distribuées par la vie civile de l'arrière. « C'est la guerre ! » devient un mot d'ordre de résignation universelle, et la « rouspétance » qui, naguère, valait à son auteur quelque considération est regardée, depuis tantôt deux ans, comme un crime de lèse-patrie, une espèce de trahison de la chose publique. Un civil qui se plaint passe immédiatement pour un déchet d'humanité. On le montre au doigt, on crache sur son passage.

Cette religion, comme toutes les religions naissantes, a eu immédiatement ses martyrs et ses bourreaux. Ces derniers peuvent se compter ; par contre, les victimes sont innombrables. En veut-on quelques exemples ?

Des milliers et des milliers de citoyens

usent des tramways. Comme ils ne sont que de simples civils, et en vertu du principe qu'ils auraient mauvais goût de se plaindre, la Compagnie des tramways se moque des horaires, retarde les départs à son gré et les supprime dès la venue de la nuit.

Quelques individus se hasardent encore à sortir le soir. Puisqu'ils ne sont que de vulgaires pékins, la municipalité autorise les propriétaires à leur tendre des embûches. Impossible au promeneur nocturne de faire deux pas sans se heurter aux poubelles dont la tôle, souvent en mauvais état, lui meurtrit les tibias. Le passant est-il délicat ? son odorat est-il sensible, sa gorge fragile ? Cela importe peu au chiffonnier qui, conscient de son droit nouveau, renverse et secoue les boîtes à ordures, épargille leur contenu et expédie dans le visage du noctambule un échantillon de gaz asphyxiant que les Boches adopteraient volontiers.

Il est des grincheux qui déplorent l'approche du jour de l'an et les petites barbaques légendaires. Aussi, pour leur former le caractère, a-t-on permis aux forains d'organiser, de janvier à décembre, un plein boulevard Haussmann une abondante exposition de leur camelote. Si le trottoir est envahi par ce commerce en plein vent, il reste aux piétons la compensation de descendre sur la chaussée où ils ne manquent pas d'être écrasés par les autos civiles et militaires.

De quelque côté que nous menions nos pas, nous avons des surprises. Ici, ce sont des trous qui ne seront jamais comblés, là des palissades qui suppriment les refuges. Et comment décrire ce fleuve de goudron visqueux qui, actuellement, roule par l'avenue du Bois et les Champs-Élysées ? Ah ! il serait bien reçu celui qui gémirait sur ses bottines brûlées ou ses pneumatiques calcinés ! « Va donc dans les tranchées, espèce d'embusqué ! » lui crierait un des défenseurs de l'ordre. Et, le lendemain, le goudron serait plus chaud de quelques degrés.

Molesté, écabouillé par la tyrannie des grandes administrations, des sociétés puissantes, des fournisseurs éhontés, le civil mène une existence dont les forçats ne voudraient point.

Certes, songeant aux braves gars des tranchées, le pékin n'a pas le droit de se lamenter. Mais comprend-on alors pourquoi le combattant permissionnaire qui traverse Paris nous plaint sincèrement d'avoir à subir la sottise, le sans-gêne et l'impertinence d'individus, civils eux aussi, dont la tâche aura été, durant cette guerre, d'embêter le pauvre monde ?

Jeanne Landre

Service auxiliaire

J'ai rencontré un auxiliaire. « Belle faire, pensez-vous, il suffit de descendre dans la rue ! » Evidemment.

Cependant cet auxiliaire m'a vivement intéressé. Il marchait doucement, s'attardait à chaque boutique, reléguait les femmes et humait le printemps. Bref, il flânait considérablement.

— Vous semblez bien heureux de vivre, mon ami, lui dis-je. Il fait meilleur ici qu'au front. Le bleu horizon vous sied à ravir ; la Belle-Jardinière à qui le commandant de la 22^e section vous a conseillé de vous adresser, plutôt que d'endosser un velours de l'Etat, vous a confectionné un complet superbe. Comme vous portez aussi des bandes molles, ces dames pourront vous prendre pour un vrai poilu en permission. Pendant ce temps, un vieil employé continue sans doute à gérer votre commerce. Je gagerais que vous êtes dans l'alimentation. Quelques femmes remplacent avantageusement pour vous vos commis mobilisés. Enfin, l'administration militaire n'absorbe pas votre temps au point de vous empêcher d'aller jeter, chaque jour, le coup d'œil du maître.

L'auxiliaire m'interrompit, farouche : — Monsieur, ce que vous dites est indigne ! Le front ! Ah ! que n'y suis-je ! Au moins je servais à quelque chose. « Non ! je ne suis point un profiteuse de la guerre. J'avais monté une petite industrie : branche aéronautique. Je vous confierai même que certain avion de mon invention, en voie de construction, me donnait beaucoup d'espérances. Mobilisé, j'ai dû tout abandonner. Ma maison est formée.

« Une légère infirmité m'a fait classer dans le service auxiliaire. Mais, à défaut de bonnes jambes, il me reste des bras, un cœur, un cerveau. A quoi l'autorité militaire emploie-t-elle tout cela ? Au secrétariat du médecin chef de service dans une petite ville de banlieue !

« Chaque matin, celui-ci voit une vingtaine d'ouvriers de l'usine voisine ; j'écris sur un bulletin leur maladie, l'exemption de travail accordée. Je transcris ensuite ces renseignements sur

un registre, qu'on ne consulte d'ailleurs jamais.

« Et c'est fini. Néanmoins je reste au bureau, les bras croisés, jusqu'au soir. A pareil métier, un homme payé à la tâche gagnerait 50 centimes par jour. Je compte autrement cher à l'Etat. »

« Mais voilà ! Des règlements antédiluviens accordent au médecin-chef un secrétaire. Il le prend. »

« L'idée ne vient à personne que le secrétaire du commandant de place, dans le bureau à côté, pourrait ajouter, sans risques pour ses meninges, mon travail au sien. »

L'exemple est typique. Cependant, cette plaie des auxiliaires, tant de fois mise à nu, persiste sans que personne y apporte de remède.

D'abord on se heurte au principe sacro-saint de l'égalité, en vertu duquel, pour ne point déplaire à quelques commerçants, l'appel d'une classe touche aussi bien les utilisables que les inutilisables. En donnant l'uniforme à tout le monde, on s'imagine avoir fait tout le monde soldat.

D'autre part, on signale le mal d'une façon beaucoup trop vague et générale. Il ne suffit pas de s'écrier :

« Que d'hommes retenus dans les dépôts, dans les services de l'intérieur pour des tâches d'une utilité contestable, et qui pourraient être employés à relever la production nationale ! »

Ces auxiliaires inutilisables et inutilisés, il convient de les dépister, pour ainsi dire, individuellement, afin de « débarrasser l'armée d'un coïteux et encombrant poids mort, et d'apporter un renfort singulièrement précieux à l'activité économique de la nation. »

L'enquête serait singulièrement suggestive qui mettrait en parallèle ce que chaque auxiliaire fait à la caserne, avec ce qu'il pourrait faire chez lui en faveur du pays.

Se trouverait-il un ministre pour décider le renvoi en masse de tous ces hommes dont il ne peut rien faire ?

Oui, peut-être ; mais à la condition qu'il ne consulte pas au préalable ses bureaux. Ils lui prouveraient que tous les employés sont indispensables, que tous les états, tous les bordereaux sont nécessaires.

Pour commencer, il suffirait qu'il prescrivît, à titre d'essai, une réduction de dix pour cent dans les employés de tous les services du territoire, et qu'il veillât à l'exécution, malgré les pleurs et les grincements de dents.

Surpris de voir la machine fonctionner tout aussi bien, dans quinze jours il réduirait encore.

Le seul moyen, en effet, de supprimer les papiers, c'est de supprimer ceux qui les font.

Général Verraux

Mort du cardinal Sevin

Le cardinal Sevin, archevêque de Lyon, primat des Gaules, est mort hier matin à l'hôpital Saint-Joseph de Lyon, à la suite de l'opération de l'appendicite qu'il avait subie mardi.

Le défunt était né en 1852 à S'-ar-dre (Ain).

Après de brillantes études au grand séminaire de Belley, il fut ordonné prêtre en 1876, et nommé professeur au grand séminaire dont il prit la direction en 1891.

En 1903, il fut nommé évêque de Châlons-sur-Marne, puis archevêque de Lyon quatre ans plus tard.

Le canal de Marseille au Rhône

sera inauguré dimanche

MM. Sembat, ministre des travaux publics, Clément, ministre du commerce, et Thierry, sous-secrétaire d'Etat à l'intendance, inaugureront dimanche prochain le canal de Marseille au Rhône, achevé pendant la guerre.

Ce jour-là, tombera le dernier bouchon de cinq mètres d'épaisseur qui empêche encore les deux galeries du souterrain de Rove de se rejoindre exactement.

Contre l'alcoolisme

L'intercommisrouennaise d'anti-alcoolisme organise pour demain samedi, au théâtre des Arts de Rouen, un grand meeting anti-alcoolique en faveur de la suppression absolue des boissons spiritueuses.

Voilà un meeting vraiment intéressant.

Le condamné à mort Condoyannis

Le troisième conseil de guerre avait condamné à la peine de mort, il y a trois mois, un nommé Condoyannis, sujet grec, habitant Paris, boulevard Haussmann.

Les motifs qui avaient dicté le grave jugement des juges militaires étaient des plus accablants pour Condoyannis, accusé de trahison.

Il avait, en effet, d'après l'acte d'accusation, fourni à l'Allemagne la composition de nos places fortes, tant comme effectifs que comme moyens de défense, et signalé, en outre, à l'ennemi les mouvements de nos unités navales. Aussi le conseil de révision et la Cour de cassation avaient-ils rejeté les pourvois formés par le condamné ; de plus, le dossier avait été transmis, avec avis défavorable de l'autorité militaire, au président de la République auquel le traître avait adressé un recours en grâce.

Malgré la culpabilité écrasante du condamné, le ministre de Grèce à Paris n'a cessé de multiplier ses démarches en faveur de Condoyannis, son compatriote, et il vient d'obtenir un commencement de satisfaction. En effet, le médecin principal au Val-de-Grâce Briand, aliéniste réputé, vient d'être désigné pour procéder à l'examen mental du traître.

Si cet examen est jugé nécessaire après la condamnation, n'était-il pas plus naturel de l'effectuer avant de juger le coupable ?

Hors d'Œuvre

Pour nos « glorieux blessés »

Les blessés de guerre, après un séjour dans une formation chirurgicale, ont souvent besoin d'un complément de soins sous forme de traitement spécifique : électrothérapie, mécanothérapie, massages, etc., et, pour parfaire leur guérison, sont admis dans des hôpitaux spéciaux.

Dans la plupart des cas, leur état leur permettrait de sortir en ville, et de profiter d'une liberté bien gagnée. Mais, justement, cette liberté, ils ne l'ont pas.

Il n'existe pas, en effet, de règlement unique, accordant d'une façon large et générale, le droit d'aller se promener lorsque le médecin traitant, seul compétent pour en juger, n'y voit aucun inconvénient.

Les usages varient suivant les hôpitaux. On nous signale, notamment, qu'à la Salpêtrière les blessés sont soumis à d'injustifiables brimades. Le bon plaisir d'un aspirant rend vaines les bonnes intentions du médecin de service, et les convalescents, en dehors de leurs heures de traitement, n'ont pas le droit de rendre visite aux parents ou amis qu'ils peuvent avoir dans Paris.

Ou parle beaucoup, dans la presse, de « nos glorieux blessés ». Ils ne tiennent pas à de flatteuses épithètes qui, d'ailleurs, froissent leur modestie. Mais, repoussant ce qu'ils estiment un excès d'honneur, ils voudraient bien qu'on leur épargnât l'indignité d'être traités comme, de jeunes potaches indisciplinés.

Turqueries

Vous avez entendu parler de la chute de Trébizonde ? A Constantinople, on l'ignore. Et ce serait parfait, si les communiqués turcs ne fournissaient aux humoristes de toutes les parties du monde matière à se réjouir surabondamment. Lisez plutôt cette explication, datée du 20 avril, de la série de défaites subies par les forces ottomanes, et qui amena les Russes dans le grenier turc :

Sur le front du Caucase, principalement sur l'aile droite et dans le secteur de Tchorski, la lutte prend un caractère violent. Une tentative de l'ennemi d'avancer au prix de grandes pertes, a été déjouée par une contre-attaque de nos troupes. L'ennemi, qui met à profit la situation que lui offre la place forte de Batoum, refoule, de temps en temps, par le feu de ses navires, nos détachements d'observation des côtes de Lazistan et prend le dessus en renforçant et en soutenant autant que possible ses forces de terre. Mais nos troupes, sans s'inquiéter de leur faiblesse numérique, s'efforcent par leur vaillance de faire échouer les opérations ennemies. ...

Ouf ! c'est fort, fort comme un Turc.

Offres d'emplois

Dans le *Petit Marseillais* du 28 avril, on lit avec surprise cette annonce :

MM. les colonels de l'armée active disponibles et sans emploi, se trouvant actuellement en résidence à Marseille, sont priés de faire connaître d'urgence au commandant d'armes, place de Marseille, leurs nom, prénoms, corps, situation et adresse.

Il est assez peu probable qu'il se trouve actuellement beaucoup de colonels de l'armée active disponibles, sans emploi, et en résidence à Marseille.

Comment on embusque

Le *Courrier d'Haiphong* nous révèle le procédé employé dans nos colonies asiatiques pour retenir malgré eux dans les bureaux de charmants jeunes gens bien protégés qui, naturellement, brûlent du désir de partir pour le front.

Soit, dans une administration quelconque, deux fonctionnaires et deux postes : un des fonctionnaires à 28 ou 30 ans, l'autre 50. L'un des postes est indispensable au fonctionnement de la machine administrative ; l'autre inutile ou même inexistant.

Il serait indiqué de mettre le fonctionnaire âgé et capable au poste indispensable, et de supprimer le poste inutile, ce qui permettrait d'envoyer le jeune homme à la caserne.

Au contraire, on donne le poste inutile au fonctionnaire âgé, qui n'a pas à redouter la chasse aux embusqués. Et on oblige le jeune homme (qui brûle de partir pour le front) à occuper le poste indispensable...

C'est seulement en Indo-Chine qu'on peut voir des choses pareilles.

Les os de Mahomet

On ne saurait trop admirer la souplesse de la propagande boche et son adaptation à la mentalité des assujettis.

Un évêque anglican a rapporté à la Société des Missions, à Londres, la dernière trouvaille des Allemands à l'usage des Turcs.

Voici le thème : Les Anglais ont emporté à Londres les restes des Pharaons, et ils veulent prendre Médine et La Mecque pour s'emparer des os de Mahomet et les transporter au British Museum.

Ça a l'air bête comme tout. Mais, pour qui connaît le fanatisme musulman, il était difficile de trouver mieux... C'est d'ailleurs avec des histoires de ce genre que Mahomet a soulevé le fanatisme latent de son peuple et créé l'Islam.

M. Lebeureau pompier

Communay est une petite commune de l'Isère, à 11 kilomètres de Vienne et 22 kilomètres de Lyon. Dans une mine d'antracite, un matin, à 10 heures 30, le feu se déclare. Quelques vieillards vont quérir la pompe municipale. Hélas ! l'incendie se propage, malgré les plus louables efforts. Le maire dépêche alors le secrétaire de mairie au bureau de poste pour demander téléphoniquement à Vienne la pompe automobile. « Elle arrive ! » répond-on.

Quarante minutes s'écoulent. Puis, un émissaire expédié par le bureau de poste accourt : « Pour envoyer la pompe, on nous dit, il faut un ordre spécial de l'autorité militaire... Il faut indiquer le lieu exact du sinistre, le nombre et l'emplacement précis des bouches d'eau, la profondeur des puits, leur éloignement des bâtiments... etc. »

Et l'émissaire ajoute : « D'ailleurs, la pompe de Vienne n'est pas disponible ! »

Elle n'était, du reste, plus utile la pompe de Vienne : l'incendie avait tout consumé !

Un bluff allemand

Il passe dans les journaux neutres une photographie hérbique. Elle représente des soldats allemands franchissant les grilles d'un parc ou d'un jardin, et, en dessous, on lit cette légende : « Soldats allemands prenant d'assaut une fortification russe. » On frémit un instant, et, malgré tout, on reconnaît à nos adversaires une agilité quasi féline.

Mais l'admiration diminue quand, en ouvrant le *Lokal Anzeiger*, on voit la même photographie avec ce titre : « Soldats allemands s'exerçant à franchir des obstacles avec armes et bagages. »

Enfin, on est complètement effaré de lire dans un journal danois que cette photographie représente tout simplement des soldats qui, entrant dans un village, escaladent la grille d'une demeure pour y faire quelques explorations...

Bluff de Pâques ! dit le journal *La Suisse*. Mieux que cela : odieux truquage pour essayer de faire croire que des voleurs sont des héros...

Censure austro-boche

A l'occasion du jubilé de Shakespeare, le Théâtre national tchèque de Prague devait représenter *Henri IV*.

Mais la censure autrichienne a interdit la représentation.

Ce ne peut être qu'à cause du titre de l'ouvrage et d'une confusion entre un roi d'Angleterre et le plus populaire des rois de France.

Car le théâtre de Shakespeare est orthodoxe dans les empires du Centre et ses pièces continuent à figurer sur les scènes allemandes.

Chacun sait, en effet, depuis les récentes découvertes d'un savant professeur de l'Université d'Heidelberg, que Wilhelm Schöksbehr, né à Francfort-sur-le-Mein, est un dramaturge boche qu'on a tenté de faire passer pour Anglais par suite d'une trop longue tolérance de l'Allemagne.

Pour les Gens Intelligents

Nous ne saurions trop engager les Français d'Algérie à lire tous les samedis la *Tribune Algérienne*, dont la première page (il y en a deux) est composée presque uniquement de morceaux choisis de l'*Œuvre*, sans que d'ailleurs le nom de l'*Œuvre* y soit une seule fois cité.

Quant à ceux à qui cette anthologie hebdomadaire ne suffirait pas, ils sont parfaitement libres d'acheter tous les jours l'*Œuvre*, qui complète de son mieux la *Tribune Algérienne*.

L'ORDRE D'ELISABETH

Le gouvernement belge étudie la création d'un ordre nouveau qui, pour rendre un éclatant hommage d'admiration et d'amour à la reine, s'appellerait l'Ordre d'Elisabeth.

MM. Ribot et Malvy à Arras

M. Malvy s'est rendu hier à Arras pour remettre la croix de la Légion d'honneur à M. Rohart-Courtin, maire de cette ville, qui en maintes occasions a fait preuve d'un courage héroïque.

M. Ribot avait accompagné son collègue, et c'est lui qui a épinglé la croix des braves sur la poitrine de M. Rohart-Courtin. Cette cérémonie a eu lieu dans une des rares salles de la préfecture épargnées par le bombardement.

Le mandat des maires prorogé

La loi prorogeant les pouvoirs des conseils municipaux n'a pas visé la situation des maires et adjoints dont le mandat pouvait être considéré comme expiré.

M. Lucien Cornet, sénateur et maire de Sens, en a référé à M. le ministre de l'intérieur, dont la réponse est de nature à former jurisprudence à l'égard de tous les maires et adjoints.

Le ministre déclare, en effet, que l'existence des municipalités étant liée à celle des assemblées qui les ont élues, il ne lui paraît pas douteux que le mandat des maires et des adjoints ne soit prorogé *ipso facto* par suite de la prorogation des pouvoirs des conseils municipaux.

NECROLOGIE

Une messe anniversaire sera célébrée demain samedi, à dix heures et demie très précises, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle (chapelle de la Vierge), rue Dutot, n° 9, pour le repos de l'âme de M. Albert Michot, maréchal des logis au 44^e régiment d'artillerie, tué à l'ennemi.

On est prié de considérer le présent avis comme une invitation.

Appel du ministre des finances aux porteurs de titres des pays neutres

Le ministre des finances fait appel aux porteurs de titres des pays neutres (Espagne, Suisse, Hollande, pays scandinaves, etc.) qui, désireux de prouver au Trésor des moyens de paiement à l'étranger et de participer ainsi à la défense nationale, consentiront à prêter leurs titres à l'Etat en l'autorisant à les affecter à la garantie d'opérations de change.

Ces valeurs ne seront pas immobilisées, car les prêteurs pourront, grâce à la création d'un certificat négociable en Bourse, les vendre à tel ou tel acheteur, sous réserve, bien entendu, des droits conférés à l'Etat par l'acte de prêt.

Les prêts seront faits pour une année, avec faculté pour le Trésor de les continuer d'année en année jusqu'à la fin de la troisième. Dans le cas où le Trésor jugerait nécessaire de vendre tout ou partie des titres, il paiera la valeur de ces titres au prix indiqué en regard de chaque valeur sur une liste qui sera publiée ou, si le vendeur le préfère, au cours le plus élevé du trimestre précédant l'annonce du rachat.

Les titres au porteur seront seuls admis. Ils seront recueillis pour le compte du Trésor par la Banque de France, les agents de change, les établissements de crédit et les principales banques ; ils doivent être remis avec tous les coupons non encore échus.

Les prêteurs n'auront à supporter aucun frais, aucun impôt, aucune taxe à l'occasion des actes, reçus, quittances ou décharges se rapportant au prêt. Le Trésor recevra les titres timbrés, non timbrés ou incomplètement timbrés ; il en donnera reçu au nom des intermédiaires.

Les intermédiaires feront le service des coupons à leur échéance, dans les conditions ordinaires, en tenant compte, s'il y a lieu, du bénéfice de change.

Pour prix de leur coopération, les prêteurs recevront, tant au début de la première année que lors du paiement du premier coupon venant à échéance dans chacune des deux autres, une bonification, définitivement acquise, égale à 25 0/0 du revenu brut annuel (en francs).

La période de remise des titres est dès maintenant ouverte, le ministre en fixera ultérieurement la date de clôture. La liste des valeurs pourra être modifiée, mais sans effet rétroactif.

Le public appréciera l'importance des avantages qui sont consentis par l'Etat dans un intérêt national et fera au plus tôt la remise des valeurs dont il s'agit, témoignant ainsi une fois de plus de sa clairvoyance et de son patriotisme.

Une torpille bien mal placée...

Les Allemands ont vraiment joué du malheur, en coulant, près des côtes anglaises, la semaine dernière, le paquebot brésilien *Rio Branco*. Les journaux sud-américains sont justement indignés contre cette violation nouvelle des droits des neutres, à laquelle le nom même du bâtiment victime ajoute une valeur de symbole...

Feu le baron de Rio Branco, ministre des affaires étrangères du Brésil pendant de longues années, a été le professionnel le plus éminent de l'arbitrage international ; par une série de conventions qui, si nous avons bonne mémoire, dépassa la douzaine, il résolut tous les litiges de frontières qui divisaient le Brésil avec ses voisins et laissa le territoire national, sans aucune guerre, singulièrement plus grand qu'il ne l'avait reçu. Les principes de La Haye sont devenus en Amérique une réalité, du fait du baron de Rio Branco et de quelques autres hommes d'Etat. « La torpille allemande », écrit le *Journal du Commerce*, « a plus cruellement atteint ces principes que le navire lui-même. » Ainsi le commandant du sous-marin titulaire de cet exploit peut se vanter d'avoir mis dans le mille.

Déjà, l'on était fort irrité, au Brésil, contre l'insolence des résidents allemands ; groupés par bandes, armés, vêtus d'uniformes, on les voyait en plusieurs villes de Santa-Catharina, de Rio Grande do Sul, faire l'exercice sur les places publiques ; un de leurs notables, en août 1914, avait commandé, pour la prise de Paris, un banquet que l'on aurait servi — délicate attention — sur un drapeau français en guise de tapis.

Les Brésiliens, qui sont gens de goût et d'un patriotisme très chatouilleux, n'avaient malheureusement, au début de la guerre, que le réconfort insuffisant de rares dépêches des Alliés ; aujourd'hui, mieux renseignés, très confiants dans la victoire finale de l'Entente, ils secouent allègrement la lourde tutelle allemande, qui en imposait, malgré tout, à beaucoup d'entre eux. Ils ont salué avec enthousiasme le geste libérateur du président Wilson. Eux-mêmes sont à la veille, croyons-nous, de réquisitionner, ou, plus simplement, de louer provisoirement, ainsi que la législation l'autorise, les vapeurs allemands internés dans leurs ports : le *Rio Branco* coulé va peut-être hâter la décision.

Le ministre des affaires étrangères de Rio, M. Lauro Muller, successeur du baron de Rio Branco, a télégraphié à Londres pour demander des informations sur l'attentat allemand ; il n'attendra probablement pas la réponse, car, assez souffrant, il a demandé et obtenu du président de la République un congé de quatre mois.

M. Lauro Muller est le fils d'un colon allemand de Sainte-Catherine, mais il a souvent affirmé que ses sentiments étaient exclusivement ceux d'un citoyen du Brésil ; il s'est dévoué avec beaucoup de zèle à la tâche de rapprochement pan-américain ; il fut reçu à Washington, l'an dernier, avec des égards dont le Brésil a senti tout le prix. Son remplaçant provisoire à Rio, M. Luis de Souza Dantas, hier ministre du Brésil à Buenos-Aires, est aussi l'un des champions chaleureux de l'entente Argentine-Brésil-Chili, l'ABC de la politique sud-américaine.

Pendant que M. Lauro Muller se reposera, le Parlement brésilien aura plusieurs questions assez graves à résoudre : des questions financières d'abord, sur lesquelles le ministre en congé n'était pas du même avis que son collègue des finances, M. Pandio Calogeras ; des questions politiques ensuite, dont celle de l'emploi des vaisseaux allemands, et peut-être une très délicate révision des pouvoirs fiscaux des Etats dans la Fédération brésilienne.

En ce moment, le vœu presque unanime des Brésiliens, exprimé par les journaux les plus lus de Rio et de São Paulo, est que le Brésil s'accorde avec les Etats-Unis et les républiques latines du Sud pour protester pratiquement contre la méthode allemande de faire la guerre.

« L'Amérique, dit le *Journal du Commerce*, ne peut assister les bras croisés à la continuation de ces tragédies ; nous avons le devoir imprescriptible de réagir contre ces crimes dégradants. »

Melltons en face de ces déclarations les plaidoyers entortillés des feuilles allemandes expliquant pourquoi Berlin n'a pas encore répondu à Washington — et nous pourrions mesurer quel est, pendant que les Allemands tergiversent, le progrès de la coalition morale américaine qui grandit contre eux.

Louis Bacqué

Le service Bordeaux-New-York est interrompu

Le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, communique la note suivante :

« Le voyage de la Compagnie générale transatlantique de Bordeaux sur New-York, fixé au samedi 6 mai, n'aura pas lieu. »

« Les correspondances qui devaient être dirigées par cette voie seront acheminées sur l'Angleterre, pour être expédiées par le plus prochain courrier. »

« Toutefois, les envois recommandés portant l'indication « voie Bordeaux », « voie française » ou toute autre équivalente, seront conservés jusqu'au plus prochain voyage postal de Bordeaux pour New-York. »



— Il y a tout de même des moments où l'on serait bien civil cinq minutes!...

"L'Œuvre" Féminine

Concurrence

J'ai beau faire, je n'arrive pas à frissonner devant le pèti que représente la concurrence féminine. Je n'arrive même pas à le bien comprendre. J'en suis empêchée par un petit nombre d'idées que je trouve simples et que, jusqu'à présent, j'avais crues justes.

Il me semblait, par exemple, que les hommes et les femmes vivaient ensemble, dans les mêmes maisons, mangeant la même soupe, et intéressés, les uns et les autres, à y mettre le plus de beurre possible.

Je considérais qu'un homme avait toujours une mère, généralement une femme, et qu'il était même exposé à avoir des sœurs et des filles ; qu'en conséquence, s'il lui fallait soutenir sa mère, nourrir sa femme, marier de gré ou de force ses filles et ses sœurs, pour éviter qu'elles ne lui restent ou ne lui retombent sur les bras, cela représentait, par ces temps de maris rares et de vie chère, un assez joli embarras. Je me disais que ce serait obliger ce pauvre homme que d'émanciper les femmes qui dépendent ainsi de lui. Chose curieuse, Socrate avait déjà eu cette pensée. Il conseillait à Aristarque, nous rapporte Xénophon, de faire travailler ses parentes pour « qu'elles ne lui soient pas à charge et ne le prennent point en aversion ».

Et comme toutes les femmes ne peuvent pas travailler à un métier féminin, — elles sont trop et ils sont trop peu, — j'envisageais sans effroi une nouvelle répartition des métiers. Je me demandais quelle puissance au monde pourrait bien empêcher une femme de fabriquer des portefeuilles, de sculpter le bois, de garnir des selles, de décorer des appartements, au besoin même de faire couvrir des poules et de dessiner des jardins.

J'avais oublié la concurrence. Allez-vous dresser la femme devant l'homme, en ennemie, et cela au moment même où il viendra de lutter pour elle ? Voulez-vous, pendant qu'il assure votre salut, lui voler son gagne-pain ? C'est une belle chose que le sentiment ; il prête à des effets si faciles. Et cependant ! Nous ne voyons pas que chaque ouvrier regarde comme adversaires les gens qui sont de la partie ; on ne s'engage pas dans les syndicats et le mot de confraternité désigne même, si je ne me trompe, cette courtoisie réciproque des membres de toute corporation. Pourquoi un homme ne serait-il pas confraternel envers la femme qui, travaillant aux mêmes besognes, y apporterait

une habileté semblable et en exigerait un salaire égal ?

Si, de plus, cet homme, rentré chez lui, déposait ce qu'il gagne dans une petite boîte, ainsi que sa femme et sa fille, il s'apercevrait peut-être que trois fois un font trois et que la concurrence féminine présente quelques avantages.

— Mais, à multiplier les ouvriers de cette façon inconsidérée, vous déterminez fatalement la surproduction et le chômage.

Je recommence à ne plus suivre. Mon journal me répète tous les matins que je dois travailler à l'expansion économique de la France. Je comprends qu'il nous faut fabriquer un très grand nombre d'objets, pour les porter dans un grand nombre d'endroits. Les hommes qui reviendront des tranchées — espérons qu'il y en aura — ne seront pas appelés à travailler trois fois plus qu'auparavant, en récompense de leurs bons services ; et, avant de partir pour la guerre, ils ne passaient pas pour se croiser les bras. Alors... c'est sur les morts que vous comptez ? Le travail des morts ! le vote des morts ! Hélas ! voilà qui leur fait beaucoup d'ouvrage et une grosse responsabilité. Il m'avait semblé, à moi, que toute expansion signifiait une activité intense, stimulant la concurrence au lieu de la redoubler.

Imaginons même une société idéale, gorgée de richesses, ne sachant plus que faire de ses produits — rassurons-nous, ce ne sera pas celle d'après-demain — dans ce royaume d'abondance il y aurait intérêt à ce que tout le monde se reposât un peu et que ce ne fût pas toujours aux mêmes de peiner. Plus on est de gens pour une tâche, moins on y dépense d'effort — c'est, du moins, ce qu'on m'apprenait autrefois, du temps où je faisais des problèmes, — et les hommes devraient être les derniers à se plaindre du vigoureux coup de main que la grande équipe féminine se dispose à venir leur donner.

Mais non. Bon nombre passent leur temps à se dire : « Pourvu qu'on ne fasse pas trop d'ouvrage et que nous soyons les seuls à travailler. » Et ce sont les fils et les disciples des hommes qui ont fait la Révolution française parce que l'étroitesse du régime corporatif leur déplaisait ! Vous voyez que je ne suis pas sans excuse de trouver leur raisonnement difficile à comprendre.

Je sais bien qu'il y a la question de la soupe, celle des enfants et des chaussettes. Pour la soupe et les enfants, on arriverait peut-être à une solution ; nous aurons l'occasion d'en présenter plusieurs. Mais je crains que pour les chaussettes il n'y ait pas de compromis possible.

S'amuser à aller gagner cinq ou six francs dehors, en faisant concurrence à l'homme, alors qu'on pourrait si bien économiser cinquante centimes si l'on restait chez soi à raccommode ses bas, cela n'a pas le sens commun ! Evidemment. Cela a peut-être quelque sens tout de même.

Une universitaire

Carnet d'une féministe

La peur de déplaire

M. Brieux a jeté récemment la terreur parmi les hommes. Il leur a fait entrevoir que les femmes, édifiées par la guerre sur la capacité qu'elles possèdent de subsister sans eux, pourraient bien ne plus se soucier de leur compagnie. Eh ! quoi ! ni ménagères, ni amoureuses ! Est-ce donc cette récompense que l'avenir réserve aux braves qui sauvent la patrie ? Vite qu'on les rassure !

Les journalistes s'y sont employés avec zèle. Et M. Brieux, reculant épouvanté devant le doute qu'il apportait, s'est empressé de certifier que les travailleuses poseraient « leurs outils pour mieux tendre les bras » au combattant revenu de la guerre et s'en aller « parer le foyer » où il reposerait. Dieu soit loué ! L'amour et les confitures surviendront à cette rude alerte. Les hommes garderont leurs moyens de plaire afin de s'assurer l'un et les autres. La femme, ayant malheureusement acquis — malgré tous les soins passés pour l'en empêcher — la possibilité de remplir elle-même sa bourse par son travail, daignera s'en dispenser et continuer de la rendre au seigneur et maître qu'elle se donnera ainsi.

Pour moi, ce qui m'attendrait en cette occurrence, c'est la touchante humilité masculine. Déjà, naguère, un de nos confrères m'avait émue jusqu'aux larmes lorsqu'il écrivait dans un grand journal du Centre : « Si l'on permet aux femmes de gagner leur vie, elle ne seront plus dans la nécessité de se marier, et elles n'y consentiront point. » D'où il appert que, dans la pensée des hommes — de la plupart du moins — les femmes acceptent de les supporter seulement pour la protection qu'elles reçoivent d'eux. Et l'on parle de l'orgueil du mâle !

Si j'étais homme, j'aurais, je l'avoue, beaucoup moins de vertu. J'ajouterais la prétention d'être aimé pour moi-même. Je m'appliquerais à organiser la société de façon que les femmes puissent se passer de moi, si elles le voulaient. Et quel doux triomphe lorsqu'il m'arriverait d'en trouver une qui ne vendrait point et qui m'offrirait gra-

tis l'amour et les soins douillet du nid, lesquels sont, chez les humains comme chez les oiseaux, une expression naturelle de l'amour.

Mais je pense ainsi, sans doute, parce que, femme, je sais ce que, dans leur candeur, nos frères ignorent. C'est qu'il n'est point dans l'âme féminine de se passer de l'homme plus qu'il n'est en lui de se passer de la femme. C'est que, n'ayant plus besoin de sa protection, elle aura toujours besoin de sa tendresse ; et aussi que, pour être aimé, il lui suffit d'être aimable. Celles qui lui font croire le contraire ne sont pas dignes de la peine qu'il met à les conquérir. Et aucune des épouses et des fiancées qui accueillent, ferventes, les héros invalides que la guerre leur rend ne me mentira.

Que les hommes — soldats et autres — regardent sans peur leurs compagnes et leurs filles s'assurer un gagne-pain. La femme émancipée par le travail ne devient point de ce fait indifférente ou impropre au foyer, ni hostile à l'homme. C'est tout au plus si elle demandera à celui-ci de remplacer ses anciens moyens de plaire par quelques autres plus normaux : tels l'abnégation et le charme, si appréciés chez la femme, que, certes, la nature n'a point refusés à l'homme en le créant, mais que, jusqu'ici, il a vraiment trop négligé de cultiver en lui.

Jane Misme

Les idées qui passent...

Commissaires aux armées

L'idée fait son chemin. Arrivera-t-elle au but avant la fin de la guerre ?

Dans la *Libre Parole*, M. Joseph Denais écrit, à propos de la réforme électorale, et en précisant les droits et les devoirs des parlementaires :

Il faut être fou pour admettre un seul instant que le pays est disposé à accepter un régime électoral sans réserver le droit de contrôle qui appartient aux représentants élus de la nation et qui est la garantie suprême de l'indivisibilité de la République. La guerre elle-même aura attesté la nécessité du contrôle : ceux qui savent, ceux qui ont vu peuvent l'affirmer, et je me souviens, non sans émotion, d'avoir recueilli sur ce point le témoignage formel de notre ami Briand. Donc, il y a inévitablement — toutes questions constitutionnelles étant réservées — une représentation élue de la nation. Le devoir pour les bons citoyens est de chercher par quelles voies et suivant quels moyens cette représentation sera la plus fidèle et la plus compétente possible.

Quant à l'*Action Française*, s'associant pour une fois au *Rappel*, elle ne veut pas qu'on établisse le moindre rapprochement entre les représentants parlementaires aux armées et les « contrôleurs des guerres » de l'ancien régime.

Comme nos députés, assure le *Rappel*, un peu ironiquement, ne veulent pas jouer aux Conventuels, ils ne sauraient jouer le rôle d'inspecteurs-contrôleurs.

C'est déjà de trop dans une démocratie où nul n'est responsable.

Entente et accaparement

M. Maurice Ajam continue à demander dans *l'Information* une coordination de nos efforts économiques. Il veut, avec nous, que ne soit pas perdue la leçon des événements, et que la France organise dès à présent son activité de demain :

Un individualiste peut persister à considérer que des procédés commerciaux puisant leur force dans une discipline étroite et dans la limitation des libertés personnelles ne sont pas dignes d'une civilisation avancée. Je suis, quant à moi, persuadé que le progrès finira par évoluer dans le sens de la liberté.

Mais, nous sommes obligés de prendre les choses où elles en sont. La guerre est une régression : un peuple pacifique sera cependant obligé de préparer et de perfectionner des instruments de carnage tant qu'il aura pour voisins des peuples violents, dominateurs et cupides.

Cette notion suffit à expliquer pourquoi, à l'heure présente, le patronat français commence à se méfier de son individualisme excessif, pourquoi des associations comprenant l'élite des dirigeants économiques se forment en vue d'exploiter à la française les moyens allemands.

Et M. Maurice Ajam, établissant la distinction qui convient entre l'entente et l'accaparement, termine par cette formule... lumineuse :

Pendons les accapareurs à la lanterne, soit ; mais, d'abord, éclairons la lanterne.

L'« Œuvre » militaire

Un marchandage déplacé

De violentes actions se déroulent un peu partout sur le front. Il est bien rare que chacun de ceux qui y prennent part n'y laisse pas quelque chose !

Pour les uns, c'est la vie, offerte joyeusement et glorieusement au pays. D'autres, plus chanceux, s'en tirent avec des blessures et, par surcroît, avec la perte de tout ou partie de leur équipement ou de leur armement.

Je connais un officier, blessé trois fois, et qui, trois fois, a eu à se rééquiper complètement. A chaque coup, il a tout abandonné dans la bagarre : revolver, jumelle, casque, capote, etc. Lors de sa dernière blessure, on l'emporta à peu près nu comme un petit saint Jean. De son portefeuille, de son argent, de ses papiers, il n'entendit plus jamais parler. Dans la boue de quel entourage sont-ils restés ?

L'intendance, qui doit payer les pertes subies dans ces conditions, se fait outrageusement tirer l'oreille. Elle prétend rembourser, non pas la valeur des objets neufs que l'officier est obligé de racheter, mais simplement leur valeur d'usage le jour où ils furent perdus. Vous avez payé un objet cent francs. Du fait que vous l'avez utilisé, il n'en vaut plus que cinquante. C'est cette somme qu'on vous offre !

C'est le marchandage classique qui intervient lors du règlement des sinistres d'assurance. Il n'est vraiment pas à sa place ici et il choque singulièrement.

L'Etat doit rembourser la perte réelle. Or, la perte réelle est représentée par le montant de la somme qu'il faut déboursier pour remplacer les objets perdus. C'est là un raisonnement aussi mathématique que celui qui consiste à affirmer que deux et deux font quatre. L'intendance, qui s'y connaît en chiffres, est mal venue à prétendre que deux et deux égalent deux !

Mortimer-Mégret

Pour passer dans les services automobiles.

Pour apprendre les matières nécessaires à l'examen.

Lisez le *Guide Pratique de l'Automobiliste Militaire de Campagne*, 12, Avenue de la Grande-Armée, Paris : deux francs.

Il indique les formalités nécessaires et donne les conseils techniques utiles.

RÉPONSES

J. B. 29.37. — Les loyers versés, quelle que soit la date et le montant, seront imputés sur la somme que la commission arbitrale fera payer au locataire. S'ils sont égaux à cette somme, le locataire ne paiera plus rien.

Barnezet. — La plainte suivra son cours. Au besoin, renouvelez-la par lettre au procureur de la République.

Preparation instantanée de l'Eau Alcaline par les Comprimés Vichy-Etat. Toutes Pharm. 2 Francs. Le Flacon de 100 Comprimés.

JUBOL

Éponge et nettoie l'intestin. Évite l'Appendicite et l'Entérite. Guérit Hémorroïdes. Empêche les excès d'embonpoint. Régularise l'harmonie des formes.



AU LOUVRE

PARIS LUNDI 8 MAI PARIS

TOILETTES D'ÉTÉ

DAMES, HOMMES, ENFANTS

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE » du vendredi 5 mai 1916

53

Les Mystères de Corneville

ou

L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

SECONDE PARTIE

LES FICELLES

DU BARON VON KUPPENSCHWEIN

I

LA DAME AUX CROIX ROUGES

Hélène confia sa sébile à son oncle. Elle lut tout haut, d'une voix un peu émue :

Blois, 15 août 1914.

Chère madame Perrussel. — Votre mari vient de passer à Blois, au cours d'un voyage important, urgent, pressé. Il m'a prié de vous télégraphier pour vous rassurer. Il vous écrira bientôt. Respectueux hommages. — Marielle, rue de l'Évêché, Blois.

Hélène, en rendant le télégramme, passa échapper cette réflexion :

— Blois ?... Tiens !... Vous voyez bien qu'il n'était pas mort !...

Pourquoi Blois ? Elle ne comprenait pas très bien, ignorant l'existence du complot de Marielle.

Les douze coups de midi tintèrent. Le train de Saint-Germain allait partir. Elle s'élança, secouant sa sébile, faisant frissonner dans le vent son voile de soie aux mille croix de pourpre. Les hommes s'écartaient devant elle.

Quand elle revint, la sébile lourde, une discussion s'engageait entre son oncle et Mme Perrussel.

— Si ! si ! disait cette dernière. Venez déjeuner avec votre charmante nièce.

— Impossible ! Madame ! C'est indiscret ! Je ne vous ai point été présenté ! — C'est inutile ! Maintenant que je vous connais !

— Depuis dix minutes !

— En temps de guerre, dix minutes, c'est dix ans !... Et puis, vous connaissez mon fils ! Oh ! Mademoiselle Hélène ! insistez, je vous en prie !

— Oh ! madame, répondit Hélène, gênée, mon oncle a ses raisons, peut-être... Un autre jour, on verra...

Il y eut, entre l'oncle et la nièce un échange de coups d'œil éfarés. Marielle les surprit. Elle dit à sa mère :

— Tu es peut-être indiscret, maman ! Monsieur Tapis et Mademoiselle ont leurs projets, sans doute !

Mais Mme Perrussel eut comme un accès de désespoir :

— Le jour où j'ai un peu de bonheur, après tant d'inquiétudes mortelles, on

me refuse cette joie, d'avoir des amis à ma table !...

— Maman est une vraie enfant gâtée ! dit Marielle.

— J'aurais tant aimé parler de mon fils !... Il me semble qu'il aurait été un peu du déjeuner.

— Madame, j'accepte... fit M. Tapis vaincu.

Il ajouta, tout bas à l'oreille d'Hélène : — Elle n'aurait qu'à s'évanouir encore !... Zut !... Ça lui est déjà arrivé !

— Ah ! vous êtes un homme délicieux ! le digne oncle de la plus adorable des nièces !

— Mais à condition que je vous aurai à déjeuner à mon tour demain, au restaurant, avec vos deux charmantes filles.

— Entendu ! Accepté ! Partons.

— J'ai toujours mon taxi.

— Maman, tu t'émancipes ! disait Marielle. En l'absence de papa, il faudra que je le dirige !...

Ce fut, dans la grande salle à manger des Perrussel, le premier repas un peu gai qu'eut à servir la vieille Alice, depuis le dîner après lequel le chef de famille avait disparu si étrangement.

Au café, tandis que Marielle surveillait, de son regard aigu, Hélène qui semblait hypnotisée par un portrait de M. Perrussel peint dix ans auparavant, M. Tapis, loquace, savourait un des bons cigares de l'ancien éditeur scientifique, en buvant sa vieille fine. De son accent du Vernandois, il racontait ce qu'il avait vu de la guerre dans sa ré-

gion : les soldats poussiéreux, harassés ; les chevaux mourant de soif, amaigris, aux flancs à vif ; le canon de Dinant qu'on écoutait avec angoisse, le soir, sur le seuil des portes, les blessés qu'on gorgéait de friandises, les prisonniers boches qu'on allait voir à la gare, abrutis et humbles quand ils étaient simples soldats, insolents et exigeants en proportion du nombre de leurs galons.

— Ah ! Mesdames ! Que j'ai ri, pas plus tard qu'avant-hier ! Un général boche, à la portière d'un compartiment de première, avait demandé à boire. Un territorial lui apporte un verre d'eau. Le pirate jette cette eau à la figure du soldat en criant : « Je suis un baron-général ! Du champagne ! voyou ! Je ne suis pas un porc ! ». Le territorial va emplir un seau à la fontaine et il en projette le contenu, avec une rage folle, à la figure du baron-général. Quelle douche ! Le monoclé en a sauté. Les favoris du baron-général ressemblaient à deux éponges... On a ri comme à une pantomime du cirque. Ce général mal emboûché est bien baron. Un baron von Kuppenschwein. Il habitait même la France, avait un château en Normandie. Croyez-vous ! Ils étaient chez nous comme chez eux. Ce baron doit pouvoir même contempler de loin son propre château à l'heure qu'il est. Il est affecté à un camp d'officiers allemands situé à Bouilly-le-Vicomte, non loin de Corneville où son château est sous séquestre.

— Corneville ? s'écria Hélène comme heurtée par un souvenir.

— Oui, ma nièce ! Corneville ! Pourquoi cet étonnement ?

— Rien !... mon oncle ! C'est le nom qui m'a paru drôle, à cause des *Cloches*.

— Encore un peu de fine ! monsieur Tapis, proposa Mme Perrussel.

— Volontiers ! chère madame. Elle est exquise ! Votre mari est un fin connaisseur...

— Vous vous entendrez très bien ! Il a le même caractère, les mêmes goûts que vous !

— Je l'ai entrevu, un jour, chez ma nièce, mais si peu... Il venait voir si vos chapeaux étaient prêts... J'ai hâte de faire avec lui plus ample connaissance !

II

L'AMÉRICAIN ET LE MARCHAND DE VACHES

Le jour où Berlingot, ayant terminé quelques petites affaires à Paris, décida de conduire au camp de concentration de Corneville le Boche qu'il avait arrêté à la frontière suisse, il se déguisa en marchand de vaches. Il revêtit une longue blouse, se coiffa d'une haute casquette de soie noire, se colla un soupçon de moustache coupée court et des favoris qui élargissaient sa face maigre d'ancien trimardeur ayant servi aux « Joyeux ». Un gourdin avec une lanterne entourant son poignet complétait le camouflage.

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

LES PIRATES DE L'AIR

LES VICTIMES DU DERNIER RAID

Le zeppelin «L-20» poursuivi par un croiseur allié a échoué sur les côtes norvégiennes. L'équipage a été interné.

L'attaque aérienne qui a eu lieu dans la nuit de mardi semble avoir été plus violente et plus grave que toutes les précédentes. Ainsi que nous l'avons dit, six zeppelins au moins y prirent part et, sur certains points, le bombardement dura deux heures.

Il ressort d'un communiqué que le maréchal French a fait hier matin que le nombre des victimes du raid a été de 9 tués et de 27 blessés.

La ville qui a particulièrement souffert du bombardement est York.

D'après le *Daily Mail*, la ville d'York a été bombardée pendant une heure par deux zeppelins et plusieurs bombes tombèrent dans les districts populeux. Le premier zeppelin fut aperçu à 9 h. 30 du soir, et ce fut une surprise, vu le mauvais temps et la pluie. Un autre fut vu dans le Yorkshire, à 11 h. 45. Un autre passa sans jeter de projectiles, mais revint une demi-heure après et effectua un court bombardement. Actuellement, il y aurait 17 personnes tuées et 44 blessées. Dans ces nombres figurent plusieurs soldats.

Le total des victimes faites en Angleterre par les zeppelins, depuis le premier raid, qui remonte au 19 janvier 1915, serait maintenant de 326 tués et 719 blessés.

Sur les côtes norvégiennes

Un des aéronautes qui prirent part à l'excursion, le L-20, est tombé à la mer dans le Haurfjord, près de Stavanger. Il n'est plus qu'une épave.

L'agence *l'Information* nous donne les renseignements suivants à ce sujet :

« Le zeppelin mesurait 150 pieds de longueur et 80 de diamètre. Il était actionné par six moteurs de 800 chevaux-vapeur. « Quand il tomba, il heurta la falaise et se brisa en deux tronçons. Une des gondoles fut arrachée, projetant sept hommes en armure. Huit autres s'étaient déjà précipités à la mer. Trois seulement, dont le capitaine, se maintinrent sur les épaves. Ils jetèrent les moteurs par-dessus bord.

Le récit du raid

« Les hommes qui ont pu être recueillis étaient complètement épuisés ; et plusieurs avaient les bras et les jambes cassés. Tous ont été internés et placés sous la surveillance des autorités militaires, à l'exception des blessés qui ont été immédiatement transportés à l'hôpital.

« Le commandant a raconté que le zeppelin avait quitté l'Allemagne mardi à midi, se dirigeant vers les côtes anglaises.

« Il se préparait à rejoindre son point de départ, dans la nuit de mardi, mais la tempête qui sévissait le détourna de sa route à différentes reprises.

« Mercredi matin, sa quantité de pétrole étant épuisée (il ne lui en restait que six litres), ayant aperçu la côte norvégienne, il se décida à descendre.

« Mais des renseignements reçus de Stavanger disent qu'il a essayé d'atterrir parce qu'il avait été pris en chasse, dans la mer du Nord, par un croiseur allié. »

Après les troubles de Dublin

Le successeur de M. Birrell

Londres, 4 mai. — Au cours de la séance de la Chambre des Communes, M. Asquith a annoncé qu'il ferait la semaine prochaine une déclaration sur les résultats de l'enquête faite au sujet des troubles d'Irlande.

Comme successeur de M. Birrell au secrétariat pour l'Irlande, on cite, d'après le *Daily Chronicle*, les noms de MM. Harcourt, ministre des travaux publics, et M. Mac Kinnon Wood, secrétaire d'Etat pour l'Ecosse.

Le *Daily Express* cite également celui de M. Walter Long.

Dublin, 4 mai. — Les journaux sont officiellement autorisés à démentir les bruits mis en circulation au sujet de l'exécution sans jugement d'un rebelle, quel qu'il soit.

On suppose que le rebelle dont le corps a été retrouvé près du bureau de poste a été tué par les troupes alors qu'il tentait de se sauver.

On ignore où sont les trois autres signataires de la proclamation de la république, Edmund Kent, John Mac Dermott et Joseph Plunkett.

METZ ÉVACUÉ ?

Londres, 4 mai. — Suivant une dépêche d'Amsterdam à l'agence Reuter, les autorités militaires allemandes auraient décidé l'évacuation de la population de Metz.

AU REICHSTAG

L'ordre du jour du 9 mai

Berne, 4 mai. — On annonce officiellement que le Reichstag se réunira le 9 mai. A l'ordre du jour sont inscrites :

1° Une motion socialiste demandant la suspension des poursuites contre le député Liebknecht ;

2° Discussion en première lecture du projet de loi sur les indemnités de guerre ;

3° Discussion en première lecture du projet de loi revisant la loi sur les associations.

LA NOTE DU PRÉSIDENT WILSON

« Pas de temporisation »

C'EST L'OPINION AMÉRICAINE

La réponse de l'Allemagne annoncerait que les sous-marins se conformeraient au droit des gens

D'après le *Local Anzeiger*, la réponse allemande à la note du président Wilson aurait dû être remise hier à l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin. On ignore encore en quels termes elle est conçue. Un câblegramme reçu à New-York dit bien que la réponse annoncera que les sous-marins allemands ont reçu l'ordre de se conformer au droit des gens. Mais, à Washington, on dissimule mal les sentiments pessimistes.

D'autre part, on mande de Berlin aux *Dernières Nouvelles de Munich* qu'avant d'aborder l'ordre du jour de la séance de la commission du budget, le secrétaire d'Etat, M. von Jagow, a déclaré que le gouvernement aurait voulu pouvoir informer la commission de sa décision relative à la note américaine, mais que la réponse n'était pas encore au point et que le chancelier en donnerait connaissance dès son retour du front.

Le pessimisme à Washington

New-York, 4 mai. — Les notes publiées par les journaux mettent quelque insistance, teintée de vagues espérances, à rappeler que le seul terrain possible de discussion est la cessation préalable de la guerre sous-marine ; mais elles sont unanimes à constater que les indications du caractère probable de la réponse allemande et le coulage du navire brésilien *Rio-Branco*, ainsi que la tentative commise contre le *Friedland*, naviguant sous pavillon américain, c'est-à-dire de nouveaux attentats contre le droit des neutres, ne laissent pas prévoir que l'Allemagne se soumettra aux conditions préliminaires *sine qua non*.

Elles déclarent que la seule chose qui soit claire dans cette affaire est que les Etats-Unis refuseront les contre-propositions allemandes et rompront les relations diplomatiques si la demande impérative américaine n'est pas acceptée.

L'incorrection et le sans-gêne de la diplomatie de Berlin, dédaignant d'accéder à la demande du président Wilson qui demandait une réponse immédiate, accentuent à chaque jour de délai les mauvaises dispositions des Etats-Unis.

Certains adversaires du président Wilson manifestent des craintes sur sa fermeté absolue, tandis que l'entourage du gouvernement s'efforce de propager une appréciation contraire.

En tout cas, la presse et l'opinion se déclarent opposées à toute temporisation et les sentiments antiallemands se manifestent dans le quartier des affaires d'une façon inconnue jusqu'ici.

Optimisme de façade

New-York, 4 mai. — Dans le parti allemand et dans l'entourage du comte Bernstorff on se moule d'un optimisme affecté. Le comte Bernstorff continue ses intrigues, tandis que la presse à sa solde adresse des menaces au président Wilson sous forme d'allusions à des affaires privées.

Retour du « Wandle »

Il fait une entrée triomphale

Londres, 4 mai. — Le *Wandle*, qui s'est vaillamment défendu il y a quelques jours contre un sous-marin allemand est rentré ce matin au port de Londres. Il a fait une entrée triomphale, salué par les sirènes de tous les navires, de Gravesend jusqu'à Wandsworth.

Dans les Balkans

Le ravitaillement de la Macédoine

Athènes, 4 mai. — Comme les populations de la Macédoine souffrent de privations, l'intendance du corps expéditionnaire d'Orient, sur l'ordre du général Sarail, étudie les moyens de les ravitailler.

Les Français occupent Florina

Athènes, 4 mai. — Une nouvelle parvenue hier annonce que les troupes françaises ont occupé Florina.

L'avance de l'heure en Angleterre

Londres, 4 mai. — La Chambre des Communes discutera lundi prochain le projet relatif à l'avance de l'heure pendant les mois d'été. Le secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Herbert Samuel, est favorable au projet.

Le comité libéral parlementaire l'a approuvé à l'unanimité dans une réunion tenue hier soir. Afin de rendre l'application de cette mesure très rapide, il est possible que le comité ne présente pas de loi et procède par un décret administratif.

Ils achetaient du platine

pour les Allemands

Marseille, 4 mai. — Trois Espagnols, se disant bijoutiers à Barcelone, se présentaient, à la fin de l'année 1915, chez plusieurs joailliers de Marseille pour y faire d'importants achats de platine. Ils furent arrêtés sous l'inculpation de fournir à nos ennemis le métal nécessaire à la fabrication des gaz asphyxiants. L'un des inculpés, Juan Vachier, mis en liberté provisoire sous caution de 50.000 francs, a fait avorter qu'il était malade à Barcelone. Les deux autres, Ignatio Cruello et Andrés Miro, ont passé devant le Conseil de guerre et ont été condamnés à dix ans de détention, vingt ans d'interdiction de séjour et aux frais envers l'Etat.

Les exploits d'un sous-marin anglais

IL ATTAQUA UNE ESCADRILLE

coula trois navires, endommagea

un quatrième

et mit les autres en fuite

Christiania, 4 mai. — Le journal *Ribe Tidende* donne les détails suivants sur les exploits, jusqu'ici restés secrets, d'un sous-marin anglais :

« Le 17 octobre, une escadrille allemande de relevours de mines, comprenant huit navires et conduite par le croiseur auxiliaire *Kaiser*, sortit de Kiel pour examiner un champ de mines dans le Sund. Cette escadrille ayant jolé l'ancre, un sous-marin britannique l'attaqua tout à coup, à 18 h. 30, pendant que les équipages prenaient leur repas. Trois navires sombrèrent ; un quatrième fut gravement endommagé. Les autres levèrent l'ancre et s'enfuirent vers Kiel, où ils arrivèrent à 4 h. 30 le lendemain. L'escadre demeura dans le port jusqu'au 1^{er} décembre. Elle fut reconstituée avec de nouvelles unités. » — (*L'Information*.)

LA DÉFENSE DE LA COTE ASIATIQUE

Von Sanders à Smyrne

Athènes, 4 mai. — On annonce l'arrivée à Smyrne du maréchal Liman von Sanders, venu pour organiser la défense générale de la côte asiatique.

On signale des concentrations de troupes à Smyrne.

Les voyageurs qui quittent l'Empire ne peuvent pas emprunter les voies de la Turquie d'Europe et de la Bulgarie et passent par Smyrne ; encore les autorisations sont-elles données avec parcimonie.

Communiqué belge

Le bombardement réciproque a repris avec force dans le secteur de Dixmude et au nord. Notre artillerie a pris sous son feu les batteries et les minenwerfer allemands, ainsi que des chalands qui ont été observés dans le canal d'Handzaeme.

Tenir !

« Dans ma famille nous avons été, depuis le commencement des événements tragiques actuels, constamment dans l'inquiétude et les chagrins », ainsi écrit Mlle Marie Petit, de la Chapelle-Saint-Sauveur (Saône-et-Loire). Elle ajoute : « Presque tous, chez nous, ont pu tenir, mais moi, déjà affaiblie depuis quelque temps, je n'ai pas pu. Vos bonnes Pilules Pink sont heureusement venues à mon secours. Elles m'ont rétablie, m'ont redonné toutes mes forces et maintenant je fais comme les autres, je tiens ; mais j'avoue qu'il faut que votre remède soit bien puissant pour avoir eu si vite raison de mon mauvais état de santé. J'étais très anémi-



Mlle Marie PETIT

Cl. Prost

que, très pauvre de sang depuis quelques mois. Je n'avais plus d'appétit et ma bonne mine d'autrefois avait complètement disparu. J'étais toujours pâle, sans force et je sentais bien que je dépérissais chaque jour. S'il m'arrivait d'être obligée de marcher un peu vite, j'étais de suite à bout de souffle, prise d'étourdissements, et il m'est arrivé plusieurs fois de perdre connaissance. On me disait bien que j'avais trop peu de sang, mais on n'était pas parvenu à m'en faire retrouver. Malgré la bonne nourriture, malgré les soins, les remèdes, je restais toujours aussi mal. Par contre, du jour où j'ai eu pris les Pilules Pink, je me suis sentie si bien, si à mon aise, que j'ai été sûre de guérir. Ma guérison n'a pas tardé, en effet, et vous me voyez encore toute étonnée de l'action si sûre, si rapide de vos Pilules Pink.

Grâce à leur puissance régénératrice du sang, grâce aussi à leur action tonique sur les centres nerveux, les Pilules Pink sont un incomparable restaurateur des forces. Il n'y a là d'ailleurs rien de mystérieux ni de surnaturel, car on peut dire que les Pilules Pink donnent du sang avec chaque pilule. Surmenées, affaiblies, épuisées, faites comme a fait Mlle Petit et vous tiendrez.

Les Pilules Pink sont souveraines contre l'anémie, la chlorose, la faiblesse générale, les maux d'estomac, migraines, névralgies, douleurs, épuisement nerveux, neurasthénie. Elles sont en vente dans toutes les pharmacies et au dépôt : Pharmacie Gablin, 23 rue Ballu, Paris ; 3 fr. 50 la boîte, 17 fr. 50 les 6 boîtes, franco.

Le gérant : ANTOINE KLEINJEN.

Imprimerie WELBOFF et ROGEE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

LE RECRUTEMENT EN ANGLETERRE

« Agir immédiatement ! »

C'EST LE MOT D'EDWARD CARSON

La discussion en seconde lecture de la loi sur le service militaire obligatoire a eu lieu hier après-midi.

Londres, 4 mai. — La seconde lecture de la loi sur le service militaire obligatoire a été faite cet après-midi à la Chambre des Communes.

Le député Holt en proposa le rejet. A son avis, le bill sera employé comme un instrument de développement excessif du militarisme et constitue un empiètement sur la liberté individuelle. L'Angleterre ne doit envisager, pour la poursuite de la guerre, que la prédominance, sur toutes les mers, de sa marine militaire.

Un discours de sir Edward Carson

Londres, 4 mai. — Au cours d'un banquet offert par le comité parlementaire unioniste et présidé par lord Milner, sir Edward Carson a prononcé un discours sur la situation politique :

« Nous sommes heureux, a-t-il déclaré, d'avoir en Angleterre le service militaire obligatoire. Nous sentons en notre âme et conscience que nous avons pris une mesure qui donnera du cœur à ceux qui combattent devant l'ennemi. Nous sommes tous las de l'éloquence et des discours. Notre mot d'ordre doit être : « Agir et agir immédiatement. »

Dernière application du système Derby

Londres, 4 mai. — Le War Office annonce la réouverture — à partir de samedi prochain — des opérations concernant le recrutement selon le plan Derby, afin de permettre aux hommes mariés qui ne sont pas engagés et aux célibataires exemptés par la loi militaire de janvier 1916 de contracter un engagement volontaire avant la mise en application de la loi sur le service militaire obligatoire.

Un nouveau groupe va être formé pour les jeunes gens de 18 ans.

Cette disposition donne la faculté aux engagés volontaires de ne partir qu'à l'appel de leur groupe.

On sait que tous les hommes, de 19 à 41 ans susceptibles de porter les armes, ont été répartis en groupes correspondant aux classes françaises, chaque classe constituant deux groupes, celui des célibataires et celui des hommes mariés.

Ces groupes sont convoqués successivement, les groupes de célibataires étant appelés les premiers. C'est ainsi qu'un homme marié de 38 ans qui signe un engagement peut n'être convoqué que dans un temps assez long alors que, s'il ne s'engage pas, la mise en vigueur de la loi établissant le service obligatoire l'obligera à rejoindre immédiatement la caserne.

L'*Evening News* remarque que le délai de grâce sera nécessairement fort court. Si la loi est votée jeudi prochain, elle entrera en vigueur dès le 10 juin. Tous les hommes qui ont atteint l'âge de 18 ans depuis le 14 août 1915 seront soldats à partir du 10 juin prochain.

Capture d'un paquebot allemand

Madrid, 4 mai. — Le journal le *Liberal* annonce, ce matin, une très importante nouvelle. Un des bateaux allemands qui s'étaient réfugiés dans le port de Santa-Cruz de Tenerife aurait, par accident, dit-on, rompu ses amarres et se serait éloigné du port, entraîné par le courant vers la haute mer. Malgré les efforts d'un remorqueur qui essayait de le retenir, il aurait continué à dériver vers le large.

Au moment où il sortait des eaux territoriales espagnoles, un croiseur anglais qui se trouvait dans ces parages lui aurait donné la chasse et l'aurait capturé. Les renseignements précis manquent encore sur cet événement dont le *Liberal* est seul à donner la nouvelle ce matin.

On croit cependant que le bateau dont il s'agit est le *Cap-Ortogonal*, d'environ 8.000 tonnes, c'est-à-dire un des plus grands de ceux qui se trouvaient dans les ports espagnols. On se demande si c'est bien par accident que les amarres auraient été rompues ou si, au contraire, ce bateau allemand n'aurait pas essayé de quitter clandestinement le port de Santa-Cruz, ainsi que l'avait fait précédemment un autre bateau allemand.

Le *Liberal*, tout en reconnaissant que la nouvelle manque encore de confirmation officielle, en garantit l'authenticité.

L'explosion de La Rochelle-La Pallice

Obsèques des victimes

La Rochelle, 4 mai. — Les obsèques des victimes de la catastrophe de La Pallice ont été célébrées aujourd'hui à 2 heures.

Sous la marquise de la gare maritime, qui avait reçu une décoration funèbre, les quatre-vingt-cinq cercueils avaient été déposés dans quinze camions automobiles disposés en demi-cercle sur le terre-plein du sémaphore.

L'évêque de La Rochelle, entouré des prêtres, a officié et a prononcé ensuite une allocution. Des discours ont été prononcés par MM. Berthon, pasteur ; Benignus, aumônier protestant ; Decout, maire ; Perreau, sénateur ; Bourguet, Christian Morch, président de la Chambre de commerce ; Vandier, directeur de l'usine dévastée ; Mauclerc, directeur des poudres et salpêtres au ministère de la guerre ; Combes, ministre d'Etat, au nom du gouvernement.

Le président de la République était représenté par le colonel Vallière, de sa maison militaire. Les autorités civiles et militaires, les fonctionnaires, les officiers, les sociétés patriotiques, les marins, les douaniers et une foule immense ont suivi les chars ornés de drapeaux et de couronnes.

Les dégâts causés par l'explosion sont considérables : on parle de dix millions. Plusieurs usines, dont certaines sont situées à une grande distance du lieu de la catastrophe, ont beaucoup souffert. A La Rochelle même, qui se trouve à 7 kilomètres, de nombreuses vitres ont été brisées.

LE 1^{er} MAI A BERLIN

ARRESTATION DE LIEBKNECHT

Des manifestations revêtant un caractère politique et économique se sont produites et ont amené une répression sévère

Depuis quelques jours, les journaux de Berlin ne pouvaient plus passer la frontière suisse ; on télégraphiait, hier, de Copenhague et de Christiania qu'aucun courrier postal d'Allemagne n'était arrivé en Danemark et en Norvège depuis le 1^{er} mai et on se demandait, dès lors, s'il n'y avait pas lieu d'établir un rapprochement entre ces retards et certaines manifestations qui s'étaient produites dans la capitale allemande. Une dépêche embarrassée de l'agence Wolff ne fit que confirmer les soupçons qu'on avait à ce sujet, et voici que des renseignements, arrivés par Amsterdam et par Zurich, sont venus affirmer, en dernier lieu, que la journée avait été beaucoup plus mouvementée que l'agence officielle ne l'avait laissé paraître.

Les manifestations de la place de Potsdam

Des manifestations violentes, revêtant un caractère politique aussi bien qu'économique, eurent lieu, en effet, place de Potsdam. Liebknecht y prit part. Il discourt, en plein air, comme il avait essayé de le faire au Reichstag, sur les responsables de la guerre, sur les violations du droit, sur l'impuissance et l'imprévoyance gouvernementales à prévenir la disette et les dangers économiques toujours plus menaçants. Il fut arrêté. Cette mesure causa une vive surexcitation parmi les ouvriers de Berlin et occasionna de nouvelles manifestations qui furent réprimées par de forts détachements de police.

Voici comment l'agence Wolff rapporte l'arrestation de Liebknecht :

« Neuf personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles le député Liebknecht, qui n'avait pas été reconnu parce qu'il portait des vêtements civils, bien qu'il fût mobilisé. Il a été livré à l'autorité militaire. Quand Liebknecht a été reconnu, il a été constaté que son arrestation était légale, car il a été pris en flagrant délit d'actes défendus. L'immunité parlementaire ne protège que la liberté de vote et l'exercice du mandat parlementaire, ce qui n'est pas en question à propos d'une arrestation opérée en flagrant délit de droit commun. »

D'après l'agence Radio, le groupe socialiste au Reichstag aurait introduit une proposition demandant au chancelier d'assurer en liberté immédiate de Liebknecht et la suspension jusqu'à la fin de la guerre des poursuites ouvertes contre lui.

La cherté des vivres

Les plaintes du public s'élèvent à propos de presque toutes les denrées alimentaires ou non. Mais la plus pressante crise paraît être, en ce moment, celle de la viande.

On annonce de Berlin à la *Frankfurter Zeitung* que la commission de ravitaillement a reconnu la nécessité pour chaque commune de réglementer la consommation de viande.

La Saxe, qui dépend de la Prusse pour son ravitaillement en viande et en pommes de terre, se trouve actuellement dans une situation précaire. Le gouvernement saxon s'est adressé pour trouver un remède à la Société centrale impériale.

Même gêne en Bavière où le gouvernement vient de réglementer à nouveau la distribution de la viande. Depuis le 1^{er} mai, les cartes de viande sont distribuées pour huit semaines. Un adulte ne peut toucher plus de 800 grammes par semaine et un enfant au-dessus de six ans plus de 400 grammes.

Les Spectacles

Bienfaisance.

La reprise de *Sapho* à l'Opéra-Comique aura lieu en matinée, le mercredi 17 mai, au cours du gala donné pour l'« Armée Lorraine » et les réfugiés de la Russie.

Mlle Chénal jouera *Sapho*.

Au gala du 17 mai défileront aussi, en costumes alsaciens et lorrains, les artistes de l'Opéra-Comique, dans une nouvelle version des *Soldats de France*. Dans les premiers jours de juin, les comités de patronage des aveugles militaires donneront, à l'Opéra-Comique, la création de *Madame Sans-Gêne*, qui leur est offerte par l'Opéra de Monte-Carlo. M. Giordano dirigera l'orchestre.

On annonce la réouverture prochaine du Théâtre Femina.

C'est dimanche 7 mai qu'aura lieu à la galerie La Boétie, 64 bis, rue La-Boétie, la vernissage de l'exposition « La Guerre et les Humoristes ». Cette exposition, qui comprendra les œuvres les plus importantes de nos grands satiriques ayant trait à la guerre, est organisée par les Sociétés des dessinateurs et des artistes humoristes pour subvenir au fonds de secours pour les humoristes mutilés et les familles de ceux d'entre eux tombés au champ d'honneur.

Get après-midi :

Opéra. — 3 h. 30. — Concert symphonique.

Comédie-Française. — 8 h. 15. — A quoi rêvent les jeunes filles ; Le Gendre de M. Poirier.

Opéra. — 8 h. — La famille Benoiton.

Opéra-Comique. — Relâche.

Gymnase. — 8 h. 50. — Le Rubicon.

Valhalla. — 8 h. 30. — Jules César.

Th. Sarah-Bernhardt. — Relâche.

Gaité. — 8 h. 30. — Cour de France.

Palais-Royal. — 8 h. 30. — Le Petit Café.

Bouffes-Parisiens. — 8 h. 15. — Polich et Perl.

Moy. etc.

Variétés. — 8 h. 30. — La Belle de New-York.

Porte-Saint-Martin. — 7 h. 45. — La Femme nue.

Th. Réjane. — 8 h. 15. — Zaza.

Théâtre Antoine. — 8 h. 30. — L'homme qui assa-

sina.

Athénée. — 8 h. 30. — Théodore et Cie.

Reinassance. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.

Châtelet. — Relâche.

Nouvel-Ambigu. — Relâche.

Apollo. — 8 h. 15. — Madame Boniface.

Tréport-Lyrique. — Relâche.

Forces-Bergère. — 8 h. 30. — La Grande Revue.

Olympia. — 8 h. 30. — La Pia, danse du feu.

Concert Mayol. — 8 h. 15. — Esther Lekain, Jules Moy, etc.

Alhambra. — 8 h. 30. — Attractions.

Capucines. — 8 h. 30. — Ça pousse... revue.

Dejazet. — 8 h. 30. — Panachot gendarme.

Omnia Pathé. — Le Crime de la Villa du 120.

Les Mystères. Vengez mon gendre. Etc.

Electric-Palace, 5, boul. des Capucines. — Un do-